

# RDC: Reconstruire la vie des enfants associés aux groupes armés

Photo: Cornelia Walther/UNICEF

Ghesmit, enfant-soldat de 17 ans démobilisé, veut être mécanicien

NAIROBI, 18 janvier 2012 (IRIN) - Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un partenariat de plusieurs organisations humanitaires travaillant avec des volontaires au niveau communautaire au Sud-Kivu, province située à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a aidé à démobiliser des milliers d'enfants qui avaient été précédemment associés à des groupes armés dans cette province.

« Ce sont les enfants qui sont les premiers à souffrir du conflit : Ils sont entraînés dans la violence en tant que victimes d'attaques sexuelles ; ils perdent leur famille suite à d'incessantes migrations et sont impliqués dans les combats en tant qu'acteurs du conflit, » a indiqué Cornelia Walther, chef de la communication pour l'Unicef en RDC.

D'après Mme Walther, 101 enfants âgés de 11 à 17 ans, vivent actuellement au Centre de transit et d'orientation (CTO) de Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu, après avoir été démobilisés des forces armées ou d'autres groupes armés.

Selon Alessandra Dentice, responsable à l'UNICEF de la protection infantile en RDC, au moins 33 000 enfants ont été démobilisés depuis 2004 dans tout le pays, avec l'aide de l'UNICEF.

Le CTO est géré par une association congolaise, le Bureau pour le Volontariat au service de l'Enfance et de la Santé (BVES), qui a aidé à la démobilisation de plus de 2 500 enfants depuis 2002.

## Qui fait quoi

Tandis que l'UNICEF finance le programme et que le CTO supervise la procédure de démobilisation, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) s'occupe de retrouver la trace des familles et fournit un soutien médical. 34 familles d'accueil regroupées en réseau reçoivent les jeunes près de chez elles dans les régions éloignées de la province. Ce sont des volontaires communautaires qui supervisent la procédure de réintégration. Quant au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), il assure l'alimentation des enfants du CTO.

Les Nations Unies estiment que depuis 1998, cinq millions de personnes ont été tuées en RDC par la guerre ou la maladie.

L'irrégularité de l'enregistrement des naissances dans un pays aussi vaste constitue l'un des plus grands défis quand il s'agit de démobiliser les enfants. Une étude de 2010 menée par l'UNICEF indique que moins d'un enfant congolais sur trois est en possession d'un certificat de naissance.

Comme l'a dit récemment Murhabazi Namegabe, directeur du BVES à Bukavu, « d'un point de vue administratif, ces enfants n'existent pas. Comment prouver à un chef militaire que son soldat est mineur, si même l'enfant ne connaît pas son âge ? »

Beaucoup d'enfants viennent de régions où le conflit perdure, a indiqué M. Namegabe, en ajoutant que quand ils reviennent chez eux, ces enfants ont toutes les chances d'être à nouveau enrôlés dans un groupe armé. « Chaque enfant sauvé est une journée réussie » a-t-il dit.

« Certains enfants ne veulent pas rentrer chez eux parce qu'ils ont honte de ce qu'ils ont fait. Et finalement, il arrive que des familles refusent de reprendre leur enfant, parce qu'elles ont peur de ce qu'il est devenu, » a ajouté M. Namegabe.

## Les traumatismes

Pour les filles associées aux groupes armés, la situation est particulièrement tragique, a indiqué M. Namegabe : en effet elles souffrent de traumatismes, car la plupart d'entre elles ont été violées et se sont parfois retrouvées

enceintes.

Toutes les jeunes filles démobilisées sont emmenées à l'hôpital Panzi à Bukavu, un centre médical qui traite les survivants d'attaques sexuelles.

Julia\*, 17 ans, a dit à l'équipe d'UNICEF : « Je suis née au Rwanda, mais je n'ai jamais connu mes parents. Quand j'avais 16 ans, un commandant de l'armée nationale m'a prise de force. Quand je me suis trouvée enceinte, il m'a rejetée. Dans un centre de soutien pour les réfugiés, j'ai été violée une seconde fois. Je suis reconnaissante d'être ici maintenant, avec mon bébé. Si c'est possible, j'aimerais ouvrir un petit magasin qui serait à moi. »

Au CTO, les enfants et les jeunes suivent des cours classiques, ont des discussions de groupe entre pairs et bénéficient de conseils d'orientation professionnelle sur les options qui s'offrent à eux après le centre.

« La situation qui les a amenés dans un groupe armé n'a pas changé. C'est important, dans un tel contexte, qu'ils aient un projet de vie bien clair, » a indiqué M. Namegabe. « Nous voulons qu'ils soient en mesure de bâtir des rêves, tout en restant réalistes. »

« La pauvreté des familles est un gros problème. Avant de reprendre leur fille, elles demandent de la nourriture ou de l'argent, parce qu'elles ont déjà trop de bouches à nourrir à la maison, » a déclaré Rohanne Rosine, directrice du CTO pour la protection des filles.

js/mw-og/amz